

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Gabriel BARRAS

Développement et progrès
quelques réflexions sur l'Aide au développement (1)

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1989, tome 85, p. 276-286

© Abbaye de Saint-Maurice 2014

Développement et progrès

*(Quelques réflexions
sur l'Aide au Développement)*

L'histoire des civilisations est de plus en plus perçue comme une marche en avant. Depuis l'avènement de l'ère technique et industrielle, on nous promet même une ascension irrésistible, à laquelle chacun participera de droit, vers des sommets jamais connus jusqu'à ce jour. *PROGRÈS est devenu le mot clé de notre société occidentale.*

Certains de nos contemporains ne partagent pas ce credo. Sans partager le pessimisme de *Cioran*, pour qui « le progrès n'est rien d'autre que l'élan vers le pire », ils pourraient, à l'instar de *Grégoire de Nysse* (335-395), comparer le progrès à la marche de ceux qui cheminent dans le sable en direction du sommet d'une dune. Même s'ils ont l'impression de parcourir de grandes distances, ces marcheurs se fatiguent en vain, car, toujours de nouveau, le sable glisse sous leurs pieds : il y a mouvement, mais la progression est faible. L'idée du progrès de l'humanité et la foi en sa perfectibilité sont écloses en Europe aux XVII^e et XVIII^e siècles. Elles sont, en fait, le fruit d'une longue maturation remontant à la période classique hellénique. Pour les penseurs grecs et leurs imitateurs de la Renaissance, la sagesse populaire devait n'avoir accès qu'à un nombre restreint de lois élémentaires ; en revanche la connaissance, d'abord réservée à une élite puis destinée à atteindre des cercles de plus en plus grands, devait tendre à découvrir peu à peu le plus grand nombre de vérités éternelles. Selon les philosophes du XVII^e siècle, en particulier Fr. *Bacon* (1561-1626) dans son *Novum Organum*, la pensée humaine devait se libérer de la simple et stérile argumentation verbale et s'orienter vers un progrès sans fin, grâce à la méthode scientifique. Les « inventions » telles que l'imprimerie, la poudre à fusil, la boussole symbolisaient l'« ordre nouveau » (il est assez cocasse de souligner que ces inventions avaient déjà été faites plus de 2000 ans auparavant par les

Chinois !) Les penseurs de l'époque étaient convaincus que le meilleur moyen d'atteindre le bonheur était d'exercer la volonté humaine à obéir aux injonctions de la raison en toute circonstance. Le développement de l'art, de la manufacture, du commerce, de l'agriculture dépend des découvertes scientifiques et procède par étapes reliées entre elles, il représente le progrès humain. L'esprit scientifique et le concept d'égalité entre les hommes (J.-J. Rousseau) constituent le ferment nécessaire à la transformation de la société et permettront à l'homme de se réaliser pleinement. M. *Condorcet* (1743-1794) et A. *Comte* (1798-1857) prévoient le temps où art, science, industrie, instruction et institutions démocratiques, en accroissant leurs effets par influence réciproque, permettront d'aboutir à un véritable *art social*. Sur la base de l'Histoire et de la science viendra le jour où l'on pourra prédire le destin de l'homme. L'« utopie » de ces penseurs ouvre le chemin aux grandes *lois du développement social*, qu'émettront K. *Marx* (1818-1883) et H. *Spencer* (1820-1903), et par là même au nouveau concept de *l'Evolution*. La pensée de *Darwin* (1809-1899) influencera et bouleversera nombre de notions, non seulement en biologie mais également dans d'autres domaines. Faut-il rappeler, par exemple, qu'au nom de la « lutte pour la vie », le « darwinisme social » (sous-produit de la théorie de *l'Evolution*) a justifié des pratiques aussi discriminatoires que la colonisation censée apporter le progrès dans les régions sous-développées ?

La religion du progrès, dont nous venons d'évoquer quelques traits, n'a pas tardé à soulever de véhémentes oppositions qui se perpétuent. Je n'en citerai que trois, se rapportant à des domaines fort différents, elles me paraissent significatives :

- **T.R. Malthus** (1766-1834) nie la notion de perfectibilité progressive de l'homme dans les sociétés bien organisées et avec un minimum d'intervention de l'Etat. En particulier il s'inscrit en faux contre l'opinion qui veut que les passions et les vices diminuent à mesure que les conditions sociales s'améliorent.
- **Baudelaire** (1821-1867), dans ses *Curiosités esthétiques*, estime que faire coïncider le progrès avec une série de développements est une grave erreur de jugement. Une telle conception aurait pour seul effet d'apporter de nouvelles jouissances « délicatisant l'humanité », elle ne serait qu'un « mode de suicide constamment renouvelé » en renfermant chaque personne sur elle-même, tel « un scorpion mordant sa propre queue ». Dans le domaine de l'art, le progrès ainsi conçu serait « un fanal obscur jetant les ténèbres sur

tous les objets de la connaissance », un « signe de décadence » ; en effet, toute floraison artistique est individuelle, spontanée, et chaque artiste est sa propre loi et ne connaît « ni précurseur ni enfant ». Enfin, les nations et les sociétés obéissent aux mêmes lois que l'individu, leur prospérité et leur essor ne sont « que pour un temps et sans lendemain » et non le fruit d'un développement continu et harmonieux.

• **Cl. Lévi-Strauss** [1], l'un des maîtres contemporains de l'ethnologie, nie qu'on puisse déceler une trace quelconque de progrès véritable dans l'histoire des civilisations. Il n'y a pas de civilisation primitive ni de civilisation évoluée, il n'y a que des réponses différentes à des problèmes fondamentaux et identiques. Non seulement les « sauvages » pensent mais la pensée sauvage n'est pas inférieure à la nôtre, simplement elle ne fonctionne pas comme la nôtre. Tous les idiomes ne constituent que des combinaisons limitées d'un nombre fixe de possibilités à partir d'une grammaire universelle, chaque langue est une variation à partir d'une structure commune. Enfin, dans chaque civilisation, il existe un optimum d'ouverture et de fermeture entre isolement et communication, qui correspond aux périodes de fécondité de l'Histoire; si les cultures ne communiquent pas entre elles, elles se sclérosent, si elles communiquent trop ou trop vite elles ne peuvent assimiler ce qu'elles empruntent au-dehors.

Quelques réflexions s'imposent au sujet de ces voix discordantes :

1. Malgré leur pertinence, les divergences ne peuvent occulter le fait que, depuis deux siècles, les modifications de la société et les découvertes de la science se sont succédé à un rythme très rapide. Les mises au point techniques ont changé l'environnement de l'homme, la façon dont il s'y insère et la manière dont il envisage son destin : *il s'agit pour chaque personne à la fois d'être et d'être heureux. Ce besoin est devenu une exigence et les nouvelles possibilités techniques donnent l'illusion que ce besoin doit être satisfait comme un droit le plus rapidement possible.* Le « progrès » a donc changé les données du problème et bouleversé la nature même de l'aventure humaine.

2. Nous devons nous demander si les discordances constatées ne s'expliquent pas en bonne partie par la *confusion qui règne, dans nos esprits, au sujet des termes de croissance, de modernisation, de développement, de progrès.* Ces vocables que nous utilisons impunément l'un pour l'autre dans la conversation de tous les jours, les publications et surtout dans la presse,

font-ils référence aux mêmes valeurs? Si différences il y a, sont-elles superficielles ou témoignent-elles de divergences profondes et fondamentales sur la vision que l'homme a de l'univers et de sa propre destinée?

3. Le « *progrès* » ne serait-il qu'un mythe, une construction purement intellectuelle introduisant dans la vie une image simplifiée et illusoire de la réalité et jouant cependant un rôle déterminant dans le comportement des hommes?

Depuis les années 60, le problème de l'*AIDE PUBLIQUE au DÉVELOPPEMENT* (A.P.D.) focalise l'attention de la quasi-totalité des habitants de la planète-terre. Il m'apparaît comme l'exemple le plus concret susceptible d'illustrer les relations existant entre développement et progrès. En d'autres termes, *la solution que l'on a donnée à ce problème* (et que nous expliciterons ci-dessous) *représente-t-elle vraiment un progrès pour le tiers monde?*

1. **Que faut-il entendre par A.P.D. ?**

Il s'agit de l'aide accordée au développement technique (industriel et agricole) et économique, à long terme et sur une grande échelle, aux pays du tiers monde, c'est-à-dire essentiellement à l'Afrique noire et à l'Amérique du Sud. La stratégie est conçue et appliquée par des pays de l'hémisphère Nord que nous désignerons sous le terme de pays industrialisés (P.I.) : il s'agit des Etats-Unis, de l'Europe de l'Ouest, des pays du bloc de l'Est, auxquels vient de se joindre le Japon qui est actuellement le plus grand bailleur de fonds. Les P.I. traitent soit directement de gouvernement à gouvernement avec la région intéressée du tiers monde, soit par multinationales interposées (éventualité probablement la plus fréquente).

Sur le plan des principes et des intentions, le programme officiellement affiché par les P.I. est de promouvoir une agriculture et une industrie rationnelles et adaptées aux besoins et au savoir-faire des populations des pays du tiers monde concernées. Ces mesures auront, dans un premier temps, comme conséquence de libérer les habitants de l'esclavage de la misère et de la faim. En second lieu, elles favoriseront une élévation des conditions de vie par améliorations de l'hygiène de l'habitat, par l'apport suffisant en eau potable, par la promotion des soins de santé primaire, etc.,

en bref, elles transformeront une vie parfois infrahumaine en une existence décente.

Sur le plan des réalisations pratiques, les P.I. appliquent dans le tiers monde l'un ou l'autre des modèles qu'ils ont expérimentés chez eux et qu'ils jugent le plus apte à réaliser le but recherché. Il s'agit soit du modèle de croissance économique occidental, soit du modèle socialiste révolutionnaire.

1.1. Le modèle de croissance économique de type occidental correspond au standard de vie des pays industrialisés de l'Europe de l'Ouest, des Etats-Unis et du Japon. S'inscrivant dans le contexte de la « modernisation », il repose sur deux piliers :

- *le contrôle technocratique* par lequel l'homme impose une supervision constante et de plus en plus stricte sur son environnement naturel et social ;
- la recherche d'une *productivité de plus en plus poussée* par la mise en application des acquis de la science et de la technologie moderne.

La « *croissance à tout prix* » qui doit en résulter tout comme le constant appel à la modernité sont les éléments essentiels de la vision du monde dans les sociétés industrielles dites « avancées ». Leur exportation dans le tiers monde a été perçue par les pays destinataires, du moins au début, comme un nouvel évangile [2]. Productivité et contrôle technocratique doivent assurer à l'homme de prendre en main sa propre destinée et celle du monde. Ce qui auparavant était vécu comme un sort plus ou moins incontournable devient un choix. Le monde devient de plus en plus « façonnable », tout problème humain est convertible en termes techniques, car on sait que la technologie connaît des développements tels que tout espoir devient permis.

Comment la mentalité des habitants du tiers monde et spécialement l' « âme africaine » s'accommodent-elles d'un tel programme ? L'étude, que nous entreprendrons plus bas, du bilan de l'A.P.D. nous le dira.

1.2. Le modèle socialiste ou modèle de la Révolution

Il est inexact de le représenter comme l'antithèse pure et simple du mythe de la croissance. En effet, comme ce dernier, il contient le thème de contrôle technologique et de productivité et même, depuis quelques années, il a fait plusieurs concessions à la dynamique du marché de consommation. N'assigne-t-il pas, en effet, une place centrale à l'*Homo faber*, « l'homme ouvrier centre-de-la-crétation », qui doit travailler, produire, dominer le monde.

Avant que n'éclate, au plein jour, la faillite totale de l'application de ce modèle dans les pays qui l'ont engendré, son exportation dans le tiers monde fut facilitée par une propagande révolutionnaire savamment orchestrée. Le jeu était facile de rappeler les coûts humains énormes des premiers temps du capitalisme industriel moderne dans les pays occidentaux, en Angleterre particulièrement : on ne peut passer sous silence l'exploitation impitoyable des ouvriers au XIX^e siècle, les conditions de travail inhumaines, etc., le fort mécontentement et les violences qui en résultèrent. La propagande prit une allure de croisade rédemptrice, lorsque furent mises en évidence ces mêmes oppressions dans les pays colonisés. Enfin elle attisa encore davantage et fort subtilement le mécontentement du tiers monde, en insistant, exemples à l'appui, sur les *effets les plus criards de la modernisation* des sociétés. Citons :

- le *caractère écrasant de la rationalisation* imposée par l'économie capitaliste. Une bureaucratie de plus en plus pléthorique et une réglementation stricte de la vie individuelle sont nécessaires au contrôle de la technique et de la productivité. Pour avoir vécu plusieurs mois en terre africaine, nous pouvons dire que de telles contraintes sont totalement étrangères au mode de vie des indigènes.
- La *sécularisation de la vie de société*, par abandon des institutions traditionnelles et perte progressive de la réalité des interprétations religieuses locales.

La grande habileté de la propagande socialiste révolutionnaire est de faire croire que seul le modèle capitaliste engendre de tels résultats. De toute façon, argumente-t-elle, les effets cumulatifs de ces deux phénomènes aboutissent à une aliénation de l'homme, qui ne se sent plus « chez lui » dans la société capitaliste, dans le cosmos et avec lui-même. Pour y échapper le socialisme propose une nouvelle manière d'être, une *nouvelle société salvatrice*, une vision progressiste de l'humanité : l'homme pourra s'y « réaliser » si ce n'est rapidement, du moins dans un futur, pas trop lointain. L'« utopisme » de J.-J. Rousseau, de A. Comte et de Condorcet repointe le bout de son oreille.

On peut attribuer le grand attrait du marxisme sur le tiers monde à sa capacité importante de synthèse qui lui a permis *d'allier les thèmes clés de croissance et de révolution*. Cette séduction a fortement diminué depuis la mise en lumière récente de la grande débâcle économique du bloc de l'Est.

1.3. Les deux modèles ont **plusieurs points de ressemblance**. L'un et l'autre prétendent apporter un progrès substantiel aux pays en voie de développement. Ils ont aussi en commun le fait d'exiger du tiers monde un engagement total. De ce fait tous deux ont tendance d'ignorer ou d'occulter, dans leur propagande et dans leurs réalisations, le *coût humain de leur programme* : nous verrons ce que cela signifie.

Les *différences entre les deux modèles* sautent aux yeux. Elles sont en réalité *plus quantitatives que qualitatives*.

- La plus évidente porte sur l'importance des crédits accordés et des investissements réalisés. L'engagement financier des P.I. du monde capitaliste est très nettement plus considérable que celui du bloc de l'Est, il se chiffre annuellement à plusieurs milliards de dollars. D'autre part il ne fait de doute pour personne que l'argent injecté par les tenants du modèle socialiste révolutionnaire est destiné souvent à des fins militaires et non économiques.

Les autres différences reposent surtout sur la simple différence des slogans utilisés dans la propagande. En voici deux illustrations :

- Sur le plan économique, le modèle capitaliste insiste sur la compétition et la liberté de commerce. Les pays occidentaux, ou leurs multinationales, offrent leurs produits au tiers monde avec toute la science de marketing qu'on leur connaît et non sans exercer certaines pressions : le pays aidé est manœuvré par le vendeur. Dans le modèle socialiste, la manipulation du pays assisté se fait par sa propre Administration. Celle-ci, en effet, a pour tâche d'attribuer à chacun sa part de crédits ou de biens et la répartition se fait au prix d'interminables tracasseries et de copieux pots-de-vin.

- *Le troc entre économie et politique se fait de façon différente*. Dans son analyse critique du pays à développer, le modèle capitaliste met en exergue « la *misère économique* ». Le remède proposé et imposé est l'économie de marché, étant bien entendu que la rentabilité des fonds investis est largement assurée. Quant au modèle socialiste révolutionnaire, c'est « la *misère politique* », séquelle de l'exploitation coloniale, qu'il dénonce. Il remédie à cette maladie de la société en favorisant l'installation au pouvoir d'un régime révolutionnaire, qui imposera une économie étatique avec les aléas de corruption et de répression qu'il comporte. Cependant, en réalité, en dépit de certaines structures archaïques, la libéralisation de l'économie progresse dans tout le tiers monde au détriment du rôle de l'Etat. Les pays investisseurs de l'Est s'en accommodent fort bien et y trouvent leur profit.

2. Dans l'exposé des deux modèles de développement proposés au tiers monde interviennent constamment les mots de croissance, de modernisation, de développement et de progrès. Ces termes sont souvent utilisés l'un pour l'autre et sans discernement. Il convient donc de dissiper certaines confusions, avant de tenter une analyse critique des résultats de l'A.P.D.

- La *croissance* est un phénomène purement quantitatif. Dans le cas particulier de l'A.P.D. ses paramètres sont l'augmentation du produit national brut (P.N.B.), des échanges commerciaux, des postes de travail, du revenu moyen annuel par tête d'habitant ; l'expansion des moyens technologiques destinés à l'industrie et à l'agriculture, etc.
- La *modernisation* dans le cadre de l'A.P.D. est l'organisation des processus techniques et de production conformément aux besoins et aux moyens modernes. Il s'agit de bénéficier au mieux des apports récents de la technique et de la science dans les domaines de l'économie et de l'industrie.

Croissance et modernisation ne font référence ni aux problèmes humains ni aux phénomènes institutionnels, sociaux, culturels. Ceux-ci ne sont que concomitants à la croissance économique et n'en font pas partie intégrante. Une société fondée sur l'esclavage économique de la majorité de ses membres notoirement sous-payés — alors que la plus grande partie des revenus se répartit entre un infime nombre de privilégiés — peut très bien afficher une augmentation réjouissante de son P.N.B. ; elle peut calculer une amélioration théorique du revenu moyen par habitant ; son parc technologique et industriel peut ne connaître aucun retard dans sa modernisation, etc., cependant dans une telle situation on ne saurait parler de développement, encore moins de progrès.

- *Le développement* est autre chose et davantage que la croissance et la modernisation, qui ne font référence qu'à des catégories quantitatives et sont définissables en dehors de tout système de valeurs. Il implique une amélioration du bien-être de l'ensemble d'une population, c'est-à-dire de tous ses membres, dans un futur déterminé. De sa définition fait partie intégrante la notion d'une croissance économique *jugée bonne* et d'une modernisation socio-culturelle *estimée souhaitable en fonction d'un jugement moral*. Je puis parler de croissance et de modernisation de manière détachée, en observateur froid et libre de toute connotation morale, mais *je ne peux parler de développement d'une personne ou d'un pays qu'en adoptant une position éthique*. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, le développement peut représenter un progrès. Insistons sur le mot *peut*, car l'idée de progrès n'est

pas univoque. L'économie et l'industrialisation ne sont pas en elles-mêmes leur propre fin, elles demandent une régulation supérieure, qui est celle de l'éthique, elles ont besoin d'un point de référence qui se situe au-delà et au-dessus de l'ordre technique. Dans *Situation III*, Sartre n'affirme-t-il pas que « la notion classique de progrès... suppose une ascension qui rapproche indéfiniment d'un terme idéal » ? W.E. Hocking [3] précise que le progrès d'une société se mesure à trois critères, auxquels nous souscrivons pleinement. Ce sont la maîtrise de la nature par la recherche et les apports technologiques, la valeur de son éthique et de la moralité publique, l'amélioration de la qualité de vie de l'homme ordinaire, c'est-à-dire de tout un chacun.

Nous allons tenter d'apprécier si et dans quelle mesure l'A.P.D. satisfait à ces critères.

3. Peut-on établir un bilan global de l'A.P.D. ?

Nous précisons bien que cet essai d'évaluation ne concerne que l'aide publique qui se fait de gouvernement à gouvernement : elle est une sorte de « marché » impliquant pour le pays receveur l'obligation d'utiliser des crédits accordés pour l'acquisition de biens et de services provenant du pays donateur. Nous ne prendrons donc pas en considération l'aide fournie par les organismes privés de coopération ; plus complexe et modeste elle ne peut être que complémentaire de l'aide publique. Ne seront également pas prises en compte les interventions d'urgence à court et à moyen terme en cas de catastrophes, ni l'intervention d'institutions officielles ou semi-officielles dont l'objectif spécifique n'est strictement ni économique ni technique ou industriel. Enfin il ne sera pas non plus question de l'activité des missionnaires et des hôpitaux soutenus par des fonds privés, ou provenant d'œuvres caritatives, et gérés par des équipes européennes ou américaines ; leur travail dans le domaine médical et de l'instruction est souvent remarquable, encore que leur influence ait beaucoup diminué depuis que ces deux domaines ont été pris en charge — du moins théoriquement — par les pouvoirs publics, depuis l'accession des pays pauvres à l'indépendance.

Il est évident, cependant, que ces diverses institutions et personnes privées connaissent dans leurs activités les mêmes difficultés et parfois les mêmes bavures que celles que nous relèverons dans le cadre de l'A.P.D. Sans porter un jugement de valeur à leur sujet, nous pensons qu'elles risquent donc de se reconnaître dans l'un ou l'autre des points négatifs que nous soulèverons.

Le bilan global de l'A.P.D. est de façon générale perçue comme fort peu favorable.

- *Les économistes* qui ont étudié la question ne sont ni des amateurs ni des bureaucrates. Ils ont à la fois de très solides connaissances théoriques et une expérience de plusieurs années sur le terrain. Leurs conclusions sont le plus souvent sévères. Pour Y. Lacoste [4]: « Les nombreuses politiques de développement entreprises, théoriquement réalisables, n'ont le plus souvent abouti qu'à un statu quo ou à un fiasco. » Les titres des ouvrages de l'économiste américaine Susan George (*La Stratégie de la Faim, Comment meurt l'Autre Moitié du Monde...*) sont également révélateurs. L'auteur y démontre que *ce n'est pas en raison de la surpopulation ni à cause des aléas climatiques que la moitié des habitants du globe souffrent de la faim*. La responsabilité en incombe aux « riches » qui contrôlent le ravitaillement alimentaire et la production agricole indigène. La plupart des pays sous-développés disposent d'un potentiel naturel considérable, dont l'exploitation reste parcellaire, imparfaite ou détournée. Le tiers monde n'est souvent qu'un « monde en friche ». Les riches, que S. George dénonce, sont les multinationales agro-alimentaires et les gouvernements des P.I. avec leur politique d'aide alimentaire ainsi que les organisations de développement multilatérales supposées neutres. Toutes ces forces ne travaillent qu'avec les « élites » locales, elles-mêmes formées et protégées par les puissances du monde développé : cette coopération se résume quasi exclusivement au partage des bénéfices. René Dumont, agronome français qui a passé la plus grande partie de sa vie en Afrique noire, arrive à des conclusions tout aussi implacables. Le titre de ses livres en témoigne : *L'Afrique noire est mal partie* (1962), *L'Afrique étranglée* (1980), *Pour l'Afrique j'accuse* (1986). L'auteur y dénonce les projets industriels ; beaucoup ont rapidement fait faillite, d'autres ont ruiné les artisanats indigènes autonomes sans être capables de subvenir aux besoins de base et sans procurer le genre d'occupation, dont les habitants seraient capables, ni le nombre d'emplois dont ils ont besoin. Il accuse les Européens et les Américains d'avoir *promu et favorisé des projets de développement rural totalement inadaptés, dont certains ont miné l'écologie et l'ensemble de la paysannerie africaine*.

- *L'opinion internationale n'est guère plus tendre*. Dans sa majorité elle relève que les idéologies tiers-mondistes illustrées par l'A.P.D. allient un redoutable verbalisme à une puissante inefficacité. Elle constate que le « Nouvel Ordre économique international », solennellement proclamé par l'ONU le 1^{er} mars 1974 et prévoyant une répartition plus équitable des richesses entre P.I. et tiers monde, est d'un irréalisme flagrant.

- *L'histoire* même de l'A.P.D. est révélatrice de l'inefficacité de cette aide. Elle évolue en trois étapes.

Dans les années 60 et suivantes, plusieurs pays du tiers monde accèdent à l'indépendance, sans que leur soient accordés les moyens d'exercer leur liberté. Très rapidement, sous l'impulsion de Che Guevara en particulier, s'élèvent des dénonciations violentes et souvent agressives de la misère des pays en question, auxquels on attribue le qualificatif de sous-développés : on y dénonce l'insuffisance alimentaire, les ressources négligées ou gaspillées, la basse productivité agricole, l'insuffisance des moyens techniques et de l'industrialisation, les inégalités sociales, la situation de subordination sociale, etc. Tous ces ingrédients suscitent autant de revendications qui sont à la base de la première phase appelée la *Confrontation Nord-Sud*. La deuxième phase, connue sous le nom de *Dialogue Nord-Sud*, va des années 70 à 80. Il s'agit en fait d'un monologue des pays riches imposant leur modèle de développement au tiers monde. Nous en recueillons aujourd'hui les fruits. Depuis 1980, nous sommes entrés dans la troisième étape dite de la *Juxtaposition et du Pragmatisme*. Chacun des deux partenaires de l'A.P.D. s'occupe surtout de ses propres affaires sans trop songer à celles de l'autre. Parmi les pays industrialisés, la plupart ont perdu de vue la gravité de la situation. Ils estiment que les pays pauvres n'ont plus de revendications vitales à faire valoir, en raison des « progrès » réalisés par quelques-uns d'entre eux. Ils continuent donc d'exploiter leur terrain de chasse post-colonial en s'efforçant de récupérer les investissements qu'ils y ont faits. Les pays du tiers monde, de leur côté, sont pressés par les circonstances économiques et par le souci du remboursement de leur dette, dont le seul intérêt dépasse parfois le produit de leurs exportations. Ils se lancent en conséquence dans de vastes politiques de restructuration et de libéralisation à des coûts insupportables.

Telle est la réalité des faits.

Gabriel Barras (*à suivre*)